

à la baisse. Le capital qu'il a emprunté à tel cours du franc-papier, et qui est pour lui une dette à rémunérer ou à rembourser, se trouve devenir une charge automatiquement diminuée pour lui par la baisse. Quant au banquier, la baisse a deux avantages pour lui : d'abord qui dit baisse dit besoin d'argent. On aura de plus en plus recours à lui pour des prêts. Ensuite, son chiffre d'affaires, même s'il reste égal à lui-même en valeur absolue, augmente ses bilans formulés en francs-papiers, avec la baisse. D'où jeu de prospérité illusoire, mais d'un appoint moral formidable, qui finit par en rendre effectif l'intérêt.

2° Où le capital gagne encore à la baisse progressive, c'est dans le phénomène aujourd'hui bien connu, par l'abus qu'en fit l'Allemagne, du retard à l'augmentation des salaires sur le prix de la vie. A quoi s'ajoute celui de l'avance de l'augmentation de prix de vente actuel sur le prix ancien d'achat.



Car, non seulement le salaire n'augmente qu'avec un sensible retard sur le prix des matières, mais encore la hausse s'exerce sur la marchandise stockée, et acquise au prix ancien. C'est ainsi que les grands magasins de nouveautés font subir la hausse à ce qu'ils ont acheté à la baisse, mais jamais, dans un régime de baisse constante, n'ont eu à craindre de revendre à la baisse ce qu'ils avaient acheté à la hausse.

On voit donc que le capital a tout intérêt à une baisse lente et progressive, sans à coup brusques.

#### Limite à ces tendances baissières

On peut se demander, dès lors, pourquoi notre capitalisme français n'est pas plus nettement baissier. Il y a des raisons à cela :

1° *Raisons personnelles.* — Chaque administrateur, qui, autour du tapis vert des conseils, se sent favorable à la baisse une fois rentré chez lui, change quelque peu d'opinion. Il possède en propre un portefeuille. Il ne l'a pas mis en devises étrangères tout entier. Une baisse trop accentuée l'atteint au vif. Elle l'affole même. Le bourrage de crânes du franc national a atteint l'homme, en a fait sa dupe à demi ; c'est un fidèle lecteur du *Temps*, de l'*Echo de Paris*, du *Matin*, de l'*Action Française*. Cela n'empêche pas d'avoir des capitaux à l'étranger. Mais pas tout son avoir. Cette humaine contradiction d'intérêt et de pensée a existé pendant la guerre. Tel gros homme de finance et d'industrie participait par fournitures de guerre plus ou moins frelatées au pillage

de la patrie, et avait ses fils au front, quelquefois même dans des postes dangereux dont ils ne sont pas revenus.

2° *Raisons économiques.* — L'exemple de l'Allemagne a été une sérieuse leçon pour les partisans de l'inflation et de la baisse à outrance. Si la finance anonyme et mondiale a gagné à ce jeu, le capital national, excepté quelques complices de la bande dite internationale, y perd incontestablement.

#### La résultante

Il résulte de cet examen de notre cas particulier et national que la tendance générale de nos maîtres à industries et finances est de désirer, à l'instar de ce que la finance italienne toute puissante a institué avec Mussolini :

1° Surtout pas de hausse.

2° Une baisse peu sensible qui donne l'illusion de la stabilisation.

Et encore cette fausse stabilisation ne peut être obtenue qu'avec la neutralité bienveillante de la finance internationale.

La stabilisation absolue ne serait obtenue que par le concours effectif de cette finance extérieure au pays, comme en Autriche, sous la condition formelle d'une obéissance rigoureuse, dans un régime de colonisation même pas déguisé.

### Causes financières internationales en jeu

#### La guerre et les intérêts de la finance capitaliste mondiale.

Il est évident que la guerre ruine un peuple. Le gaspillage effréné d'un pays qui mobilisait d'office le matériel humain et répandait sans compter l'or pour les munitions, doit mener à la faillite. Il y eut des temps où l'on payait le mercenaire à l'égal du trafiquant. La religion patriotique, savamment instaurée par notre grosse banque et notre grosse industrie, n'a eu cours que pour ce qui est du matériel humain. Il en a été de même chez tous les belligérants.

De tout temps, la finance, depuis qu'elle existe, a été « internationale ».

La plus fructueuse opération de la finance, depuis qu'elle existe, a été la *colonisation*. Il lui restait encore un peu de l'Islam à coloniser, et, les Balkaniques l'ayant mis en goût, elle rêvait audacieusement de coloniser l'Europe. Elle applique à l'Europe la politique balkanique. La « question d'Orient » est devenue la « question européenne », même chaos, mêmes embarras financiers chez les grandes nations que jadis chez les petites nations, débris de l'Empire Ottoman.

Or quel est le principe de la colonisation ? D'abord, diviser les peuples, ensuite jouer des intérêts et des amour-propres des individus et des classes. C'est ce qui se passe chez nous : division à outrance des partis tenus pour dangereux, presse complètement achetée, anarchie intellectuelle absolue, gains facilités à quelques organisations financières ou industrielles, qui, par intérêt, deviennent les serviteurs de la force anonyme la plus redoutable.

Tel est le jeu de cette finance, dont l'appétit sans cesse croissant, dont les usines multipliées ne peuvent se